



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 DECEMBRE 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3115

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th DECEMBER, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3116

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great

aise et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancery,
Québec.

4041

Avis du Gouvernement

No 2613.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jacques le Mineur, comté de Laprairie, le lot No 221 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, et de l'annexer, pour les fins scolaires, à la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

4055

No 3123.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, le territoire non organisé, à détacher du canton LaBarre, comprenant les lots Nos 3, 4, 5, 6 et 7 du rang IX et les lots Nos 3 jusqu'au No 25 inclusivement du rang X dans le dit canton.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

4057

No 2149.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Beauce, les lots Nos 25, 26 et 27 du 7e rang du canton de Tring, et les lots Nos 25 et 26 du 6e rang du même canton, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Ephrem de Tring, dans le même comté.

ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SEVENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

4042

Government Notices

No. 2613.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Jacques le Mineur, county of Laprairie, the lot No. 221 of the official cadastre of the parish of Saint Jacques le Mineur, and to annex it, for school purposes, to the parish of Saint Cyprien, county of Napierville.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, 1903.

4056

No. 3123.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Bruno, county of Lake Saint John, the unorganized territory, to be detached from the township LaBarre, comprising the lots Nos. 3, 4, 5, 6 and 7 of range IX and lots Nos. 3 to No. 25, included, of range X in the said township.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

4058

No. 2149.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Le Sacré-Cœur de Jésus, county of Beauce, the lots Nos 25, 26 and 27 of the 7th range of the township of Tring, and lots Nos. 25 and 26 of the 6th range of the same township, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Ephrem de Tring, in the same county.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.
Les avis publiés les 13 et 20 septembre dernier, 1902, sont nuls.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1903.
The notices published on 13th and 20th September, 1902, are null.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Canton Jonquière.*
Lot 15, du 13 rang, à Mich. Gagné.
7^e rang.
N. 1, du lot 26, à A. Larouche et R. Bergeron.
S. 1, du lot 26, à E. Bergeron.
Canton Simard.
Lot 9, du 5^e rang, à A. Ross et X. Forgues.
8^e rang.
Lots 1 et 2, à J. Gagnon.
Lot 3, à H. Gagnon.
Lot 4, à G. Jean.
Canton Tremblay.
Lot 67, du 9^e rang, à Félix Boily.
Canton Bourget.
S. O., du lot 7, du 2^e rang, à Géd. Anctil.
Canton Kénogami.
Lot 1, du 4^e rang, à Clovis Kirouack.
Lots 6 et 7, du 5^e rang, à Jos. Gagnon.
Chemin Kénogami. Sec. N. E.
Lots 29 et 30, à M. E. Price.
Lots 31 et 32, à J. M. Price.
Canton Mailloux.
Lot 36, du 6^e rang, à C. L. Turcotte.
E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 6 décembre 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Adj. 7289.
Loranger.
Lots 33 et 34, du 1^{er} rang, à Joseph Kéravel.
Adj. 7120.
Addington.
Lot 48, du 9^e rang, à Narcisse Bélanger.
E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1902. 4097

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Ordonnance pour fermeture de la route Clarey, dans Maria.

Attendu que le conseil municipal du canton de Maria, dans le comté de Bonaventure, a, le vingt-quatrième jour du mois de novembre 1902, passé à l'unanimité une résolution demandant la fermeture de la route Clarey, depuis le chemin de front du Grand Cascapédia jusqu'au chemin de front du deuxième rang Cascapédia, en passant sur le lot 7 du premier rang et le lot 17 du deuxième rang Cascapédia.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Township Jonquière.*
Lot 15, of 1st range, to Mich. Gagné.
7th range.
N. 1, of lot 26, to A. Larouche and R. Bergeron.
S. 1, of lot 26, to E. Bergeron.
Township Simard.
Lot 9, of 5th range, to A. Ross and X. Forgues.
8th range.
Lots 1 and 2, to J. Gagnon.
Lot 3, to H. Gagnon.
Lot 4, to G. Jean.
Township Tremblay.
Lot 67, of 9th range, to Félix Boily.
Township Bourget.
S. W. 1, of lot 7, of 2nd range, to Géd. Anctil.
Township Kénogami.
Lot 1, of 4th range, to Clovis Kirouack.
Lots 6 et 7, of 5th range, to Jos. Gagnon.
Kénogami road, N. E. Sec.
Lots 29 and 30, to M. E. Price.
Lots 31 and 32, to J. M. Price.
Township Mailloux.
Lot 36, of 6th range, to C. S. Turcotte.
E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 6th December, 1902.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Adj. 7289.
Loranger.
Lots 33 and 34, in 1st range, to Joseph Kéravel.
Adj. 7120.
Addington.
Lot 48, in 9th range, to Narcisse Belanger.
E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1902. 4098

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS.

Order for the closing of the Clarey road, in Maria.

Whereas the municipal council of the township of Maria, in the county of Bonaventure, on the twenty-fourth day of the month of November, 1902, unanimously passed a resolution asking for the closing of the Clarey road from the front road of Grand Cascapédia to the front road of the second range of Cascapédia, passing over lot No. 7 of the first range and lot 17 of the second range of Cascapédia, which

dia, laquelle résolution a été déposée dans les archives du Département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 2304 des lettres reçues pour l'année 1902.

Attendu que les raisons alléguées à l'appui de la dite demande sont que la dite route Clarey est devenue inutile depuis la construction de la route Cool Gallagheer située à proximité dans un endroit plus avantageux et reliant les deux chemins de front mentionnés ci-dessus.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, titre 4, des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par l'Edouard VII, chapitre 8, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur cette route.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal du canton de Maria, en ma qualité de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture de la route ci-dessus mentionnée, et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à son ou ses anciens propriétaires ou leurs successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 3 décembre 1902.

4059

Québec, 24 novembre 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Eugène Archambault, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Montréal, dans le district de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Ladislav Archambault, en son vivant notaire public, de Montréal, district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire provincial.

3959.2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'im-

said resolution having been filed in the archives of the department of Colonization and Public Works, under number 2304 of the letters received for the year 1902.

Whereas as the reasons alleged in support of the said application are that the said Clarey road has become useless since the building of the Cool Gallagheer road situated near by at a more advantageous place and uniting the two front roads above mentioned.

Whereas there is reason to grant the said application, and whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by the 1st Ed. VII, chapter 8, this by-road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization and Public Works, seeing that government moneys have been spent on the said by-road.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the township of Maria, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, I authorize the closing of the said by-road, and I order that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 3rd December, 1902.

4060

Quebec, 24th November, 1902.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor, by Eugène Archambault, esquire, notary public, residing and practising at Montreal, in the district of Montreal, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Ladislav Archambault, in his lifetime notary public, of Montreal, district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

3960

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the

pression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
THOS. B. FLINT,

4101 Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4103 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pen-

statutes will be levied immediately after the reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
THOS. B. FLINT,

4102 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4104 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of

dant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec une recommandation que les bills soient retirés.

THOS. B. FLINT,
Greffier des Communes.

4105

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverser la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi l'avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the Commons.

4106

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such

Les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation de rent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun bill ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3113

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the party seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be introduced into the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3114

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

4039 Greffier de l'Assemblée Législative.

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

4440 Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Avis est donné par la présente que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, par la "Montreal Amateur Athletic Association," en vue d'obtenir un acte pour amender sa charte d'incorporation contenue dans le chapitre 55 du statut 44-45 Victoria, aux fins de permettre à la dite corporation de posséder des biens immobiliers jusqu'à une somme n'excédant pas la valeur annuelle de \$25,000.00, et pour lui permettre de contracter des engagements et contrats pour la construction, érection, maintien et mise en opération d'une bâtisse convenable aux fins générales de la dite association, et aussi pour les matériaux et tous les biens-meubles nécessaires aux dites fins, et aux fins d'emprunter par hypothèque sur les dits immeubles, et d'émettre des bons et débentures assurés par hypothèque ou autrement, pour telles sommes suffisantes et nécessaires pour l'acquisition

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the "Montreal Amateur Athletic Association" will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter of incorporation as contained in chapter 55 of 44-45 Victoria, so as to enable the said corporation to hold real property not to exceed the annual value of \$25,000.00, and to permit it to enter into all engagements and contract for the construction, erection, maintenance and operation of a suitable building, for the purposes of the association generally and for the material and furniture necessary for same, and to borrow upon the real estate of the association by hypothec or mortgage, and to issue bonds and debentures secured by hypothec lien pledge or otherwise, for such sum or sums as may be sufficient and necessary for the said land, building and furniture, upon such terms and conditions and for such period and at such rate of interest

des dits biens-meubles et immeubles, aux termes et conditions, et pour telle période, et aux termes d'intérêt en rapport au fonds d'amortissement et au rachat qui pourra être décidé par la dite association; et aussi aux fins d'obtenir le pouvoir de louer partie du dit immeuble proposé et de passer tout autre acte jugé nécessaire en rapport avec la construction, le maintien et l'opération du dit immeuble.

LESLIE H. BOYD,
Procureur des requérants.

Montréal, 3 décembre 1902.

4089

Avis est par le présent donné que Joseph Stern, des cité et district de Montréal, chirurgien-dentiste, dûment autorisé à pratiquer sa profession dans l'état de Ohio, un des états-unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à pratiquer sa profession comme chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et à être admis comme membre de l'Association des Dentistes de la province de Québec.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Procureurs du requérant.

Montréal, 1er décembre 1902.

4051

Avis public est par les présentes donné que J. Alfred Dauth, docteur en médecine, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à pratiquer la médecine dans la province de Québec.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Procureurs du requérant.

Montréal, 20 novembre 1902.

4061

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes de la puissance, incorporant "The Union Stock Yards Company, Limited", pour augmenter le fonds social de la dite compagnie, le nombre et le pouvoir des directeurs et étendre ses pouvoirs en général, en rapport à l'abattoir et à l'exportation d'animaux vivants, aussi l'exportation de viandes préparées dans des réfrigérateurs et pour autres fins y compris la manufacture de colle, le commerce et le tannage de peaux d'animaux, l'opération des abattoirs et la collection des taxes de marchés et pour autres fins en rapport à l'opération et l'entretien d'abattoirs, marchés aux animaux, exportation, et importation en général.

BICKERDIKE & TRIHEY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 29 novembre 1902.

4077

Avis public est par le présent donné que la ville de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender, reviser et consolider sa charte et les actes qui l'amendent; et pour obtenir des dispositions législatives, entre autres, les objets suivants: érection de la dite ville en une cité; la constitution du conseil; les élections municipales; expropriations, améliorations spéciales; approvisionnement de l'eau; cotisations et licences générales et spéciales; finances et prêts; plans; extension de territoire; lignes de construction sur les rues et ailleurs; imposition de pénalités; pouvoirs de faire des règlements: acquisition, entretien et contrôle des rues, du drainage, des égouts, des parcs et travaux publics; départements municipaux; départements et officiels; une Cour de Recorder; règlement et inspection des bâtisses, industries, places d'amusements, bouilloires à vapeur et engins et prohibition d'aucun d'iceux, aussi de logements ou appartements dans des localités spécifiées, faire des règlements concernant l'hygiène et la ventilation nécessaire dans les bâtisses, règlement de réclamations pour dommages causés par les inondations et frais d'élargissements d'égouts dans les mu-

and upon such terms, with respect to sinking fund and redemption as may be decided upon by the association; and to have the power to lease part of the said proposed building and to do every act, deed and thing needful and expedient in connection with the construction, maintenance and operation of the said new building.

LESLIE H. BOYD,
Solicitor for applicants.

Montreal, 3rd December 1902.

4090

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature of the province of Quebec, Joseph Stern, of the city and district of Montreal, surgeon-dentist, duly licensed to practise his profession in the state of Ohio, one of the united states of America, will make application for an act authorizing him to practise his profession as surgeon-dentist in the province of Quebec, and to be admitted as membership in the Dental Association of the province of Quebec.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Attorneys for applicant.

Montreal, 1st December, 1902.

4052

Public notice is hereby given that J. Alfred Dauth, doctor in medicine, of the city of Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be authorized to practise the profession of doctor in the province of Quebec.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 20th November, 1902.

4062

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to confirm the Dominion letters patent incorporating the "Union Stock Yards Company Limited", to increase the capital stock of the said company, also to increase the number and power of the directors, and to extend its powers generally, in relation to the slaughtering and shipping of live stock, also the shipping of dressed meat in cold storage, and for other purposes, including the manufacture of glue, dealing in and the tanning of hides and sheep skins, the operation of abattoirs and the collection of market fees, and for other purposes incidental to the operating and maintaining of abattoirs, stock yards, exporting and shipping, and generally shipping business.

BICKERDIKE & TRIHEY,
Solicitors for applicants.

Montreal, 29th November, 1902.

4078

Public notice is hereby given that the town of Westmount will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend, revise and consolidate its charter and the acts amending the same; and to obtain legislative provisions upon, amongst others, the following subjects: the erection of the said town into a city; the constitution of the council; municipal elections; expropriations; special improvements; water supply; general and special taxation and licenses; finances and loans; plans; extension of territory; building lines on streets and elsewhere; penalties; by-law powers; the making and control of streets, drains, parks and public works; municipal departments; offices and officers; a Recorder's Court; the regulation, restriction and inspection of buildings, industries, places of resort, steam boilers and engines and the prohibition of certain thereof, and of tenements or flats in specified localities; sanitation and reservation of air space about dwellings; the adjustment of claims for damages by water floodings and for cost of sewer enlargement in adjacent municipalities; a conduit system for wires, pipes and power transmission, with a scale of charges connected therewith; the regulation of the operations and

municipalités voisines; d'adopter un système de conduit pour file, tuyaux et pouvoir de transmission, avec une échelle de prix y ayant rapport; faire des règlements concernant les opérations et le matériel des corporations et des entrepreneurs, faire des contrats pour les besoins municipaux; approvisionnement et filtration de l'eau, éclairage et tramways, et pour obtenir des privilèges exclusifs y ayant rapport, et pour d'autres fins.

DUNLOP, LYMAN & DUNLOP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 21 novembre 1902. 3945.2

Avis est par le présent donné que la ville de Fraserville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre la charte de la ville de Fraserville, et spécialement pour les fins suivantes: changer le nom de "ville de Fraserville", en celui de "Rivière du Loup"; mieux déterminer les qualifications du maire et des conseillers; la tenue des élections municipales; donner à la ville le droit d'emprunter jusqu'à concurrence de \$200,000.00; mieux définir les droits et prérogatives de la ville; régler le mode de collection des taxes et licences; pourvoir aux confiscations et annulations, dans le cas de non-exécution des contrats, des droits et privilèges accordés; déterminer les conditions d'établissement et de construction de systèmes d'aqueduc et d'égoûts, et refondre généralement la charte de la ville de Fraserville.

J. CAMILLE POULIOT,

Procureur de la ville de Fraserville.

4029.2

AVIS.

Avis public est par le présent donné que Arthur William Stackhouse, dentiste, de la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec.

H. A. FORTIER,

Procureur du requérant.

Hull, 20 novembre 1902.

3949.2

Avis est par le présent donné que M. Alexandre Charles Girard, avocat, de la Faculté de Paris et journaliste, demeurant à Québec, présentera un bill à la prochaine session de la législature provinciale, pour autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

CHS. DEGUISE,

Procureur du requérant.

Québec, 27 novembre 1902.

3997.2

Avis public est par le présent donné par Monseigneur Henri Têtu, de la cité de Québec, prêtre, Prélat de la Maison de Sa Sainteté, secrétaire de "L'Association d'Assurance Mutuelle des Evêchés et des Maisons d'Education et de Charité dans la province civile de Québec", qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte constituant en corporation la dite association d'assurance mutuelle, pour lui permettre d'assurer contre le feu les palais épiscopaux, les maisons d'éducation et de charité, qui sont sous le contrôle de communautés ou corporations religieuses, et les monastères dans les cités, villes, villages et campagnes dans les limites de la dite province de Québec.

J. A. CHARLEBOIS, N. P.,

Procureur autorisé.

3895.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "The Montreal Steel Works, Limited," avec pouvoir de faire les affaires d'ingénieurs, entrepreneurs, manufacturiers et marchands de fer et d'acier; entreprendre, vendre et faire le commerce de toute sorte d'objets pour chemin de fer, et de faire toutes autres affaires de même nature ou y ayant rapport;

plant of corporations and contractors, the making of contracts for municipal services, water supply and filtration, lighting and street railways, and the granting of exclusive franchises in connection therewith, and for other purposes.

DUNLOP, LYMAN & DUNLOP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 21st November, 1902.

3946

Notice is hereby given that the town of Fraserville will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have its charter amended and consolidated, and especially for the following purposes: namely: to change the name of the "town of Fraserville" to that of "Rivière du Loup"; better define the qualifications of the mayor and councillors; the holding of the municipal elections; to give to the town the right of borrowing up to \$200,000.00; to better define the rights and prerogatives of the town; to settle the mode of collecting taxes and licenses; to provide for the confiscation and annulling, in the event of non execution of contracts, of the rights and privileges granted; to determine the conditions of establishing and building systems of water works and drainage, and generally to consolidate the charter of the town of Fraserville.

J. CAMILLE POULIOT,

Attorney for the town of Fraserville.

4030

NOTICE

Public notice is hereby given that Arthur William Stackhouse, dentist, of the town of Lachute, in the district of Terrebonne, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for authorization to practice his profession in the province of Quebec.

H. A. FORTIER,

Attorney for applicant.

Hull, 20th November, 1902.

3950

Notice is hereby given that Mr. Alexandre Charles Girard, advocate, of the Faculty of Paris, and journalist, residing at Quebec, will present a bill at the next session of the legislature of the province of Quebec, to authorize the bar of the province of Quebec, to admit him as one of its members.

CHS. DEGUISE,

Attorney for petitioner.

Quebec, 27th November, 1902.

3998

Public notice is hereby given by Monseigneur Henri Têtu, of the city of Quebec, priest, Household Prelate of His Holiness, secretary of "The Mutual Assurance Association of Bishops, Educational and Charitable Institutions in the civil province of Quebec", that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the said mutual assurance association, and to authorize the said association to insure against accidents by fire the bishoprics, the educational and charitable institutions, under the control of religious communities or corporations and monasteries situate in the cities, towns, villages and rural districts within the limits of the said province of Quebec.

J. A. CHARLEBOIS, N. P.,

Attorney duly authorized.

3896

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the Montreal Steel Works, Limited, with power to carry on the business of engineers, contractors, manufacturers of and dealers in iron and steel; to contract for, manufacture, sell and deal in all kinds of railway appliances, and to do any other business of a like nature or incidental thereto; also with power to

aussi avec pouvoir d'émettre des bons et stock préférentiel et ordinaire, et d'acheter les affaires et biens, y compris la clientèle de toute autre compagnie ou compagnies faisant les mêmes affaires, ou de posséder des actions dans telles autres compagnies ; le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 18 novembre 1902. 3897-3

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que Joseph Patrick Dobbin, médecin, de la cité de Québec, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province à lui accorder la licence nécessaire pour pratiquer sa profession dans la province de Québec, sur présentation de ses diplômes et de son brevet d'admission à l'étude.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.
Québec, 25 novembre 1902. 3969.2

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental, pour faire amender la clause 26, I Edouard VII, ch. 63, afin d'obtenir : 1° une extension de deux ans du délai fixé pour le commencement d'exécution des travaux autorisés par la dite loi ; 2° une extension de cinq ans du délai fixé pour terminer les dits travaux.

LEMIEUX & BRASSARD,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 17 novembre 1902. 3881-3

Avis est par les présentes donné que Solyme Augustin Brodeur, notaire, Daniel Dion, marchand, Joseph Miville Deschenes, marchand-tailleur, Michel Lefebvre, médecin, Georges H. Thibault, manufacturier, et C. Adolphe Lavimodière, notaire, tous de la ville de Salaberry de Valleyfield, s'adresseront à la prochaine session de la législature de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qu'ils s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie de Tramuways Electrique de Valleyfield," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, entretenir et exploiter dans les limites des comtés de Beauharnois, Huntingdon et Chateauguay, un système de tramways ou locomotion électrique reliant toutes ou partie des différentes municipalités de ces comtés avec la ville de Salaberry de Valleyfield et entre elles, et se prolongeant en dehors du dit territoire jusqu'au chemin de fer du Pacifique Canadien, à Caughnawaga, dans le comté de Laprairie, avec pouvoir d'acquérir, développer et d'exploiter dans les limites du dit territoire un ou plusieurs pouvoirs hydrauliques pour les fins du dit tramway, et le droit d'utiliser le surplus d'énergie électrique produite par le ou les dits pouvoirs hydrauliques, pour l'éclairage des dites municipalités, et de vendre ou louer tels surplus d'énergie électrique pour des fins manufacturières, industrielles ou autres, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires pour les dites fins.

OSCAR SENECAI,
Procureur des requérants.
Montréal, 19 novembre 1902. 3909-3

Avis vous est par le présent donné que la ville de Saint-Louis s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, pour les objets suivants, savoir :

1° Diviser la ville en trois quartiers et déterminer les limites de chaque quartier.

issue bonds and preferred and ordinary stock, and to purchase the business and assets, including the good will of any other company or companies engaged in similar business, or to hold shares in such other companies ; the head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 18th November, 1902. 3898

NOTICE.

Public notice is hereby given that Joseph Patrick Dobbin, M. D., of the city of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec to grant him his license on presentation of his diplomas and certificate of admission to study.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicant.
Quebec, 25th November, 1902. 3970

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of the Atlantic, Quebec & Occidental Railway Company, to amend clause 26, of the 1st Edward VII, ch. 63, so as to obtain : 1. an extension of two years of the delay fixed for commencing the execution of the work authorized by the said law ; 2. an extension of five years of the delay fixed for completing the said work.

LEMIEUX & BRASSARD,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 17th November, 1902. 3882

Notice is hereby given that Solyme Augustin Brodeur, notary, Daniel Dion, merchant, Joseph Miville Deschenes, merchant-taylor, Michel Lefebvre, physician, Georges H. Thibault, manufacturer, and C. Adolphe Lavimodière, notary, all of the town of Salaberry of Valleyfield, will apply at the next session of the legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them and those who will become associated with them, under the name of "The Valleyfield Electric Railway Company", and granting them a charter to acquire, erect, build, keep and operate within the limits of the counties of Beauharnois, Huntingdon and Chateauguay, a system of electric railway or locomotion connecting all or any of the municipalities of said counties with the town of Salaberry of Valleyfield, and with each other and extending outside of said territory as far as the Canadian Pacific Railroad, at Caughnawaga, in the county of Laprairie, with power to acquire, develop and work within said territory, one or more water-powers, for the purposes of said electric railway, and the right to utilize the surplus of electrical energy produced by said water-power or powers for lighting said municipalities, and to sell or let such surplus of electrical energy for manufacturing or other purposes, with all the rights, powers and privileges necessary for said purposes.

OSCAR SENECAI,
Attorney for petitioners.
Montreal, 19th November, 1902. 3910

Notice is hereby given by these presents that the town of Saint Louis will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, amending its charter, for the following objects, to wit :

1. To divide the town in three wards and to determine the limits of each ward.

2° Etablir la qualification du maire et des conseillers.

3° Déterminer les qualités des locataires, pour être électeurs.

4° Fixer la date des élections et prescrire le mode de la nomination et de la votation.

5° Amender l'article 4337 des statuts révisés quant au délai pendant lequel le secrétaire-trésorier doit transmettre son état au secrétaire de la province.

6° Régler les séances du conseil, passer des règlements relativement à la hauteur des clôtures de ligne, aux auvents, etc., aux édifices dilapidés, à la propreté, à l'enlèvement de la neige, à l'encombrement des trottoirs, chemins et rues, et à la mise en position des poêles, grilles, tuyaux et cheminées, etc., au transport des marchandises et à la prohibition du lourd trafic et des convois d'animaux, dans certaines rues, au mode de construction dans certaines rues, régler les magasins de brique à bras, prohiber la construction des magasins, boutiques etc., dans certaines rues et avenues, réglementer la plantation, culture et conservation des arbres, pour faire soumettre à l'approbation du conseil tout plan de subdivision, établir des fourrières, et autoriser la saisie et vente des animaux errants.

7° Définir le "presbytère" pour les fins d'évaluation.

8° Accorder à la ville certains pouvoirs à l'égard de ceux dont la faute et la négligence sont cause d'accidents et de dommages ou de ceux qui font des excavations dans les rues; pour permettre à la corporation de poursuivre le recouvrement des taxes scolaires, en même temps que les taxes municipales, pour déterminer sur l'avenue du Parc, Mont Royal et l'avenue Bernard, le mode de construction des maisons, et prohiber les établissements de commerce et à cette fin, avoir le pouvoir d'exproprier, imposer des amendes au maximum de \$40.00 et un emprisonnement au maximum de deux mois, pour infraction aux règlements; exproprier pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent, côté ouest, avant l'année 1904.

9° Etablir le mode et la date de l'allocation des crédits annuels, et déterminer certaines prescriptions quant aux finances.

BISAILLON & BROSSARD,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 11 novembre 1902.

3843.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, à emprunter une somme d'argent n'excédant pas trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), et à émettre des débetures à cette fin.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 3 novembre 1902.

3727-5

AVIS

Avis est par le présent donné que Mesdames Eleonore Potvin, en religion sœur Marie Zita de Jésus; Sophie Chauvin, en religion sœur Marie Delphine; Amanda Ricard, en religion sœur Marie de la Croix; Anna Robert, en religion sœur Marie Antoine, et Philomène Langlois, en religion sœur Marie Bernard, toutes de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, et actuellement membres de la communauté dite "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie," demanderont à la législature de Québec, durant sa prochaine session, à être constituées en corporation civile, sous le nom de "La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie"; le but des membres de la dite congrégation à être ainsi incorporée, étant entr'autres objets, de se livrer en commun aux œuvres de pitié, de miséricordes et de charité, que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, avec le pouvoir d'établir dans cette

2. To establish the qualification of the mayor and the councillors.

3. To determine the qualification of tenants to be electors.

4. To fix the date of the elections and to prescribe the manner in which the nomination of candidate and the polling of votes will take place.

5. To amend article 4337 of the revised statutes, concerning the delay within which the secretary treasurer must transmit his statement to the secretary of the province.

6. To regulate the meetings of council, to pass by-laws, concerning the height of fences, awnings, &c., delapidated buildings, cleanliness, snow removal, crowding of sidewalks, roads and streets, and as to the putting in place of stoves, fire places, stove pipes and chimneys, &c., transportation of merchandise and prohibiting heavy traffic and the passing of cattle, in certain streets, regulating the manner of building in certain streets, regulating second hand stores, prohibiting the building of stores, shops, &c., in certain streets and avenues, regulating the plantation, cultivation and preservation of trees, ordering all subdivision plans to be submitted to the council, establishing cattle pounds, and authorizing the seizure and sale of vagrant animals.

7. To define the "presbytery" for the purposes of assessment.

8. To grant to the town certain powers regarding those through whose fault and negligence, accidents happen and damages are caused, or those who make excavations in the streets; to authorize the corporation to collect school taxes, at the same time as municipal taxes, to determine the manner of building houses, and prohibit commercial establishments, on Parc avenue, Mount Royal avenue and Bernard avenue, and for that purpose to have the power to expropriate, to impose fines to a maximum of \$40.00 and an imprisonment to a maximum of two months, for contravention to the by-laws; to expropriate for the widening of the Saint-Lawrence street, west side, before the year 1904.

9. To establish the mode and the date of the allocation of the annual credits, and to determine certain prescriptions concerning finances.

BISAILLON & BROSSARD,

Solicitors for applicant.

Montreal, 11th November, 1902.

3844

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to authorize the board of protestant school commissioners of the city of Sherbrooke, to borrow a sum of money not to exceed thirty five thousand dollars (\$35,000.00), and to issue debentures therefor.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 3rd November, 1902.

3728

NOTICE

Notice is hereby given that Dames Eleonore Potvin, *en religion* Sr. Marie Zita de Jésus; Sophie Chauvin, *en religion* Sr. Marie Delphine; Amanda Ricard, *en religion* Sr. Marie de la Croix; Anna Robert, *en religion* Sr. Marie Antoine, et Philomène Langlois, *en religion* Sr. Marie Bernard, all of the city of Hull, in the county of Ottawa, and presently members of the community known as "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie", will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly, under the name of "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie"; the object of the members of the said congregation to be so incorporated, being amongst others to practice in common such works of piety, mercy and charity, as may be suitable to the contemplative lives, which they lead, with power to establish in this province houses for novices,

province des noviciats, maisons, couvents, établissements et monastères, et d'acquies à ses fins des biens meubles et immeubles, et généralement gérer et administrer leurs affaires sous tel nom corporatif.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs des requérants.

Hull, 5 novembre 1902. 3773 5

AVIS.

Avis est par le présent donné que les soussignés s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation incorporant en ville le village d'Arthabaskaville, sous le nom d'Arthabaskaville.

Par ordre du conseil,

T. MAHEU,
Maire.

ADELARD PICHER,
Secrétaire-trésorier.

3753.5

Avis est par le présent donné par Georges Côté, de la paroisse de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, qu'il présentera à la législature de Québec, lors de sa prochaine session, un bill à l'effet d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, sur présentation de son diplôme de docteur en médecine de l'Université Laval, de Montréal.

J. E. PERRAULT,

Procureur du requérant.

Arthabaskaville, 3 novembre 1902. 3767 5

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1112.

Dame Cédulie Cadin dit Desloriers a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Roy dit Desjardins, de la cité de Québec, charretier.

PELLETIER & CHOUINARD,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 3 décembre 1902. 4093

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 865.

Dame Elauria alias Lauria Prigent, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Gedeas alias Gelas Montreuil, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, ce jour.

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 21 octobre 1902. 3989.2

Cour Supérieure - Chicoutimi.
No 919.

Dame Adélaïde Grenon, de Saint-Gédéon, épouse de Jean Saint-Pierre, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Jean Saint-Pierre.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de septembre 1902.

L. G. BELLEY,
Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 26 novembre 1902. 4021.2

convents, establishments and monasteries and for such purposes to acquire real and personal property and generally to transact and administer their affairs under such corporative name.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for petitioners.

Hull, 5th November, 1902. 3774

NOTICE.

Notice is hereby given that the undersigned will petition to Quebec legislature, at its next session, praying for an act of incorporation, to incorporate the village of Arthabaskaville as a town, under the name of Arthabaskaville.

By order of the council,

T. MAHEU,
Mayor.

ADELARD PICHER,
Secretary treasurer.

3754

Notice is hereby given that Georges Côté, of the parish of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska, that he will present a bill to the Quebec legislature, at its next session, for the purpose of authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members and grant him the license required to practice medicine, surgery and midwifery in this province, on presenting his diploma as doctor in medicine from Laval University, Montreal.

J. E. PERRAULT,

Attorney for petitioner.

Arthabaskaville, 3rd November, 1902. 3768

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1112.

Dame Cédulie Cadin dit Desloriers has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Joseph Roy dit Desjardins, of the city of Quebec, carter.

PELLETIER & CHOUINARD,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 3rd December, 1902. 4094

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 865.

Dame Elauria alias Lauria Prigent, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, wife common as to property of Gedeas alias Gelas Montreuil, laborer, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

L. J. PAPINEAU,
Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 21st October, 1902. 3990

Superior Court - Chicoutimi.
No. 919.

Dame Adélaïde Grenon, of Saint Gédéon, wife of Jean Saint Pierre, merchant, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Jean Saint-Pierre.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty sixth day of September, 1902.

L. G. BELLEY,
Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 26th November, 1902. 4022

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 556.

Dame Georgiana Rochon a intenté, ce 22e jour de novembre 1902, une action en séparation de biens contre son mari, François-Xavier Vézina, charretier, tous deux des cité et district de Montréal.

BERARD, BRODEUR & BERARD,
4007.2 *Avocats de la demanderesse.*

Cour Supérieure—District d'Iberville.
No 274.

Dame Marie Grégoire, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Narcisse Bélanger, du même lieu.

GOSSELIN & SAINT CYR,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 24 octobre 1902. 3903.3

Cour Supérieure—District d'Iberville.
No 278.

Dame Emma Robert, de la paroisse de Saint Blaise, district d'Iberville, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Jean L. Boissonnault, cultivateur, du même lieu.

GOSSELIN & SAINT CYR,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 19 novembre 1902. 3905.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 534.

Dame Fleur Gélina, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Benjamin Dumoulin, agent, du même lieu, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 20 novembre 1902. 3899-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Adèle Renaud, épouse de Jules Gauvreau, commis voyageur, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Jules Gauvreau, Défendeur.
Une action en séparation de bien a été instituée, ce jour, 9 octobre 1902.

DESBOIS & DION,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 19 novembre 1902. 3915.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
No 2086.

Dame Emma Crevier, de Saint-Lazare, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Ovila Poirier, forgeron, du même lieu.

E. L. DESAULNIERS,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 7 novembre 1902. 3801.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2101.

Dame Maria Marcil, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Joseph Legault, boucher, de Saint-Henri, Montréal.

M. G. LAROCHELLE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 novembre 1902. 3827-4

A une assemblée générale spéciale des actionnaires de The Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company, tenue au bureau de la compagnie, No 160, rue Saint André, Québec, le vingt-sixième jour de novembre 1902, à 11 heures

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 556.

Mrs. Georgiana Rochon has, this 22nd day of November, 1902, instituted an action in separation as to property against her husband, François Xavier Vézina, carter, both of the city and district of Montreal.

BERARD, BRODEUR & BERARD,
4008 *Attorneys of the plaintiff.*

Superior Court—District of Iberville.
No. 274.

Dame Marie Grégoire, of the town of Saint John's, district of Iberville, has taken, this day, an action for separation of property against her husband, Narcisse Bélanger, of the same place.

GOSSELIN & SAINT CYR,
Attorneys for plaintiff.
Saint Johns, 24th October, 1902. 3904

Superior Court.—District of Iberville.
No. 278.

Dame Emma Robert, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, has taken, this day, an action for separation of property against her husband, Jean L. Boissonnault, farmer, of the same place.

GOSSELIN & SAINT CYR,
Attorneys for the plaintiff.
Saint John's, 19th November, 1902. 3906

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 534.

Dame Fleur Gélina, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benjamin Dumoulin, agent, of the same place, has sued, this day, her husband for separation of property.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 20th November, 1902. 3900

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Adèle Renaud, wife of Jules Gauvreau, commercial traveller, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Jules Gauvreau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 9th of October, 1902.

DESBOIS & DION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th November, 1902. 3916

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2086.

Dame Emma Crevier, of Saint-Lazare, district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Ovila Poirier, blacksmith, of the same place.

E. L. DESAULNIERS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th November, 1902. 3802

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2101.

Maria Marcil, wife of Joseph Legault, butcher, both of the city of Saint Henry, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

M. G. LAROCHELLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th November, 1902. 3828

At a special general meeting of the shareholders of the Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company, held at the office of the company, No. 160, Saint Andrew street, Quebec, on the twenty sixth day of November, 1902, at 11

A. M., après avoir donné dûment avis suivant la loi, dans le but de passer une résolution pour la liquidation des affaires de la compagnie et pour autres affaires.

Les actionnaires suivants, représentant plus des deux tiers en valeur du fonds social, étaient présents à la dite assemblée, savoir : Frank Ross, E. Beaudet, R. Audette, Edmond Giroux, Gaspard Lemoine, John T. Ross et J. G. Scott, représentant 236.28 actions du fonds social de la dite compagnie, étant tout le capital souscrit.

Proposé par E. Beaudet, secondé par R. Audette, et résolu :

Qu'en autant que l'objet pour lequel cette compagnie a été incorporée, savoir : la construction du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, a été accompli, il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées et qu'elle soit dissoute.

Certifié vrai extrait des minutes.

J. G. SCOTT,
Secrétaire.
4047

Québec, 29 novembre 1902.

DISTRICT ELECTORAL DE SOULANGES.

Election du 3 octobre 1902.

Etat des dépenses encourues par le candidat, J. Octave Mousseau, et son agent d'élection.

Frais de voyages, poste et télégraphie, dépenses personnelles, orateurs, hustings et comité, \$61.00.

(Signé) ARTHUR GAGNE,
Agent.
J. OCTAVE MOUSSEAU,
Candidat.

Ces états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

JOS. STEVENS,
Officier-rapporteur.

Coteau Landing, 2 décembre 1902. 4085

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en un corps politique et incorporé, sous le nom collectif de "La Compagnie de Cigares Havana", laquelle aura sa principale place d'affaires en la cité de Québec, province de Québec, et un fonds social de cinquante mille piastres, divisé en cinquante mille actions de une piastre chacune.

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'exploiter tout ce qui concerne la fabrication et le commerce des cigares et des tabacs en général ; de préparer, manufacturer, vendre, acheter et revendre des cigares de toutes descriptions ; de préparer, manufacturer, acheter, importer et vendre toutes sortes de tabacs.

(b) D'acheter, louer ou autrement acquérir, construire, ériger, outiller ou opérer une ou des manufactures et un ou des magasins.

(c) D'acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, maisons et autres biens immobiliers.

(d) D'acheter, louer et exploiter un ou des pouvoirs mus par l'eau, la vapeur ou l'électricité.

(e) De prendre, acheter, acquérir, tenir, transporter, vendre ou céder aucun stock ou actions dans aucune compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie, ou en disposer.

(f) De faire toutes les transactions quelconques pour les fins déjà énumérées dans la présente.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Téléphore Verret, boucher ; Joseph Alfred Chabot, marchand ; Louis Cantin, marchand ; Joseph Alfred Lane, avocat ; George Elie Amyot, négociant ; Omer Brunet, machiniste ; Arthur Marois, maçon en briques ; François-Xavier

o'clock A. M., after notice duly given according to law, for the purpose of passing a resolution for winding up the company's affairs, and for other business.

Were present, at said meeting, the following shareholders, representing more than two thirds in value of the capital stock, namely : Frank Ross, E. Beaudet, R. Audette, Edmond Giroux, Gaspard Lemoine, John T. Ross and J. G. Scott, representing 236.28 shares of the capital stock of the said company, being the whole of the subscribed capital.

Proposed by E. Beaudet, seconded by R. Audette, and resolved :

That inasmuch as the object for which this company was incorporated, viz : the construction of the Quebec and Lake Saint John Railway, has been accomplished, it is expedient that the company be wound up and dissolved.

Certified a true extract from the minutes.

J. G. SCOTT,
Secret
4043

Quebec, 29th November, 1902.

ELECTORAL DISTRICT OF SOULANGES.

Election of the 3rd of October, 1902.

Statement of the expenses incurred by the candidate, J. Octave Mousseau, and his election agent.

Travelling expenses, postage, telegraph, personal expenses, speakers, building hustings and committees, \$61.00.

(Signed) ARTHUR GAGNE,
Agent.
J. OCTAVE MOUSSEAU,
Candidate.

These statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

JOS. STEVENS,
Returning-officer.
Coteau Landing, 2nd December, 1902. 4086

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, to obtain letters patent, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name of "La Compagnie de Cigares Havana," which will have its principal place of business in the city of Quebec, province of Quebec, and a capital stock of fifty thousand dollars, divided into fifty thousand shares of one dollar each.

The purposes for which its incorporation is sought are :

(a) To do all that concerns the making and dealing in cigars, to manufacture, sell, buy and resell cigars of all sorts ; to prepare, manufacture, buy, import and sell all sorts of tobacco.

(b) To purchase, hire or acquire otherwise, to build, erect, equip or run one or more factories or stores.

(c) To buy, hire or acquire otherwise lands, houses and other real state.

(d) To buy, hire and work one or more motive powers driven by water, steam or electricity.

(e) To take, buy, acquire, hold, convey, sell or transfer any stock or shares in any company having wholly or in part objects the same as the said company, or to dispose of them.

(f) To perform any transaction whatever for the purposes already set forth herein.

The full names, residence and calling of the petitioners are : Téléphore Verret, butcher ; Joseph Alfred Chabot, merchant ; Louis Cantin, merchant ; Joseph Alfred Lane, advocate ; George Elie Amyot, trader ; Omer Brunet, machinist ; Arthur Marois, brick mason ; François-Xavier Boileau, civil official.

Boileau, fonctionnaire civil, tous de la cité de Québec, lesquels seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

4037

F. X. BOILEAU,
Procureur des requérants.

AVIS PUBLIC.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettre patente sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "L'Imprimerie de Roberval".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : acquérir, posséder, publier des journaux, et autres publications périodiques ou quotidiennes ; tenir un commerce de librairie, posséder, acquérir, vendre et disposer de toute chose, propriétés, matériels, outils nécessaires aux affaires de la compagnie, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Roberval, comté du Lac Saint Jean.

4° Le fonds social sera de \$5,000.00, divisés en 100 actions de cinquante piastres chacune.

5° Les requérants sont : B. A. Scott, industriel, Jules Constantin, médecin, tous deux de Roberval ; Joseph Girard, membre du parlement, Saint-Gédéon ; J. G. Scott, gérant de chemin de fer, Québec ; Geo. Tanguay, membre de la législature Québec.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et tous résidant au Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

FITZPATRICK, TASCHEREAU,
ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.

Québec, 3 décembre 1902.

4099

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants soussignés en une société de sépulture, connue sous le nom de "The Riverside Cemetery Company," avec son principal bureau à East Farnham, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, avec pouvoir de prendre le lot de cadastre numéro soixante et douze (No 72), sur les plan et livre de renvoi officiels de la partie Est du canton de Farnham, connu depuis plusieurs années sous le nom de "The Mansfield Burying Ground", et d'acquérir toute autre terre voisine qui peut être nécessaire, le tout à tout événement ne devant jamais excéder vingt-cinq acres, le dit terrain devant servir de cimetière pour toujours.

Les noms au long et résidences des requérants sont comme suit : Fred. R. Hall, John J. Brimmer, Howard S. Hulburt, Percy Taber, Jewett Buck, Azra D. Collins et George C. Mansfield, tous du dit village de East Farnham, et William F. Vilas, de Cowansville, dans le dit district.

H. A. HUTCHINS,
Procureur des requérants.

East Farnham, 21 novembre 1902.

3953.2

Avis est par les présentes donné que les personnes ci-après désignées, demanderont au lieutenant-gouverneur des lettres patentes pour les constituer en corporation, avec telles autres personnes qui pourront ci-après devenir actionnaires, conformément à la "Loi corporative des compagnies à fonds social."

Le nom corporatif de la compagnie projetée sera : "C. Dignard & Cie" ; sa place d'affaire : la cité de Montréal ; son capital action, \$25,000.00, divisé en 250 parts de \$100.00 chaque ; son objet est la manufacture et le commerce de fleur, biscuits et confiseries.

Les requérants sont : Cléophas Dignard, manufacturier, Jules D. Boileau, marchand, Aimé Boileau, étudiant, et Dame Joséphine Lepage, épouse

all of the city of Quebec, who will be the interim directors of the said company, and who are all subjects of His Majesty.

4038

F. X. BOILEAU,
Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal.

1. The corporate name of the company will be "L'Imprimerie de Roberval."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to acquire, possess, publish newspapers, daily or periodicals, to do a stationary business, to possess, acquire, sell and dispose of all things, properties, plant, tools, machineries required for the company's business, and to do all things connected with the objects of the company.

3. The company's chief place of business will be in Roberval, county of Lake Saint John.

4. The capital stock will be \$5,000.00, divided into 100 shares of fifty dollars each.

5. The petitioners are : B. A. Scott, mill-owner, Jules Constantin, physician, both of Roberval, Joseph Girard, M.P., of Saint Gédéon ; J. G. Scott, railway manager, and Georges Tanguay, M.L.A., both of Quebec.

6. The petitioners, who are all british subjects and reside in Canada, will be the first directors of the company.

FITZPATRICK, TASCHEREAU,
ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

Quebec, 3rd December, 1902.

4100

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for letters patent to incorporate the undersigned petitioners into a burial society known as "The Riverside Cemetery Company," with a head office at East Farnham, in the county of Brome, in the district of Bedford, with power to take over lot cadastral number seventy two (No. 72), on the official plan and in the book of reference of the East part of the township of Farnham, for many years known as "The Mansfield Burying Ground", and to acquire such further land adjoining thereto as may be necessary, the whole in any event never to exceed twenty five acres, the same to be used as a cemetery forever.

The names and addresses in full of the said applicants are as follows : Fred R. Hall, John J. Brimmer, Howard S. Hulburt, Percy Taber, Jewett Buck, Azra D. Collins and George C. Mansfield, all of the said village of East Farnham, and William F. Vilas, of Cowansville, in said district.

H. A. HUTCHINS,
Attorney for petitioners.

East Farnham, 21st November, 1902.

3954

Notice is hereby given that the persons hereafter described will petition the Lieutenant Governor to grant letters patent to incorporate them and such other persons who may hereafter become shareholders thereof as a joint stock company, according to "The Joint Stock Companies Incorporation Act."

The corporate name of the proposed company will be : "C. Dignard & Cie" ; its place of business : in the city of Montreal ; its proposed capital stock, \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each ; its object will be the manufacture and trade of flour, biscuits and confectioneries generally.

The applicants are : Cléophas Dignard, manufacturier, Jules D. Boileau, marchand, Aimé Boileau, student, and Dame Josephine Lepage, wife separated

séparée de biens du dit Cléophas Dignard, tous des cité et district de Montréal, et Joseph Benoit, marchand, de Casselman, dans la province d'Ontario.

Cléophas Dignard, Jules D. Boileau et Joseph Benoit, tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs de la compagnie.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 21 novembre 1902.

4019-2

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu du grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Rivière Ouelle Pulp and Lumber Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal quelconque, disposer de toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles et les exploiter, droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, moulin à scie, manufactures et toutes bâtisses requis pour les fins de ses affaires, manufacturer du bois, bois de pulpe, pû p, papier, bardeaux et autres articles en bois, les acheter et les vendre, acquérir, construire et vendre des moulins à scie, manufactures et autres bâtisses requis pour les fins de ses affaires, construire des tramways électriques et à vapeur et les mettre en opération, construire et mettre en opération un système d'éclairage et de téléphone et de transmettre le pouvoir électrique pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur.

3° La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera à Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska.

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$100,000, divisé en 1000 actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : L'honorable John Sharples, marchand ; William Power, marchand ; Robert Harcourt Smith, marchand ; Gerald Power, commis ; Patrick Bernard Murphy, comptable, tous de Québec. Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, tous sont sujets anglais.

CARON, PENTLAND,

STUART & BRODIE,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 12 novembre 1902.

3851-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Cour Supérieure.

No 141.

Dans l'affaire d'Alexander Ellis Kydd et Douglas Carlyle L. Lowles, du canton de Brome, dans le district de Bedford, commerçants, y faisant affaires sous le nom de "The Foster Manufacturing Company," Insolubles.

Avis est donné que, le vingtième jour de novembre courant (1902), par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toutes personnes ayant des réclamations devront les produire à mon bureau, avec déclaration assermentée, d'ici à trente jours.

ERNEST F. DE VARENNES,

Curateur.

Waterloo, P. Q., 26 novembre 1902.

4045

as to property of said Cléophas Dignard, all of the city and district of Montreal, and Joseph Benoit, merchant, of Casselman, in the province of Ontario.

Cléophas Dignard, Jules D. Boileau and Joseph Benoit, all subjects to His Majesty, will be the first directors of the company.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st November, 1902.

4020

Notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act and amendments, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, in council, for letters patent under the great Seal, constituting them and such other persons as hereafter may become associated with them, a body politic and corporate.

1. The corporate name of the company is to be "The Rivière Ouelle Pulp and Lumber Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire, buy, lease, hold under any legal title whatever, operate and dispose of all lands, timber limits, moveables, real estate, rights, water powers and privileges in water powers, saw mills, manufactories and all buildings required for the purposes of their business, to manufacture lumber, pulp wood, pulp, paper, shingles and other wood goods, as well as to buy and sell the same, to acquire, construct and sell saw mills, manufactories and other buildings required for the purposes of their business, to construct and operate electric and steam tramways, to construct and operate an electric light and power and telephone system and to transmit electric power for lighting, heating and motive power.

3. The chief place of business of the proposed company will be at Saint-Pacome, in the county of Kamouraska.

4. The capital stock of the company will be \$100,000, divided into 1000 shares of a value of \$100 each.

5. The names in full, addresses and callings of the applicants are as follows : The Honorable John Sharples, merchant ; William Power, merchant ; Robert Harcourt Smith, merchant ; Gerald Power, clerk ; Patrick Bernard Murphy, accountant, all of Quebec, of whom the first three named will be first or provisional directors, all of whom are British subjects.

CARON, PENTLAND,

STUART & BRODIE,

Solicitors for applicants.

Quebec, 12th November, 1902.

3852

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

Superior Court.

No. 141.

In the matter of Alexander Ellis Kydd and Douglas Carlyle L. Lowles, of the township of Brome, in the district of Bedford, traders, carrying on business there as "The Foster Manufacturing Company," Insolvents.

Notice is hereby given that, on the twentieth day of November instant (1902), the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

ERNEST F. DE VARENNES,

Curator.

Waterloo, P. Q., 26th November, 1902.

4046

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Célestin Beaulieu,
Débiteur insolvable ;

et
Rodrigue Deschambault,
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire, C. S.
Sainte-Scholastique, 27 septembre 1902. 4035

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Forcier, commerçant, de
la paroisse de Sainte-Anne des Plaines,
Débiteur insolvable ;

et
Ephrem Taillefer,
Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le débiteur, Joseph Forcier, a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique, le vingt-neuf novembre 1902.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire C. S.
Sainte-Scholastique, 1er décembre 1902. 4049

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re Allard & Allard, confiseurs, de Québec,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement en date du 19 novembre 1902, j'ai été nommé curateur aux biens des faillis.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de 30 jours de cette date.

A. FAUCHER,
Curateur.
Bureau : 119, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 20 novembre 1902. 4073

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re F. X. S. Lelièvre, marchand, de Québec,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 15 décembre 1902, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec.

A. FAUCHER,
Curateur.
Québec, 29 novembre 1902. 4075

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Authier Bros., "Rosamande Robichon",
Saint-Henri, Faillis.

Avis est donné que nous avons préparé un premier bordereau de collocation, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le vingt-deuxième jour de décembre 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.
2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 4 décembre 1902. 4087

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. Laudes & Cie,
Insolubles ;

et
Wm. Renaud,
Curateur.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à mes bureaux à partir du 19 décembre courant.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of Célestin Beaulieu,
Insolvent debtor ;

and
Rodrigue Deschambault,
Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.
Sainte Scholastique, 27th September, 1902. 4036

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Forcier, trader, of the
parish of Sainte-Anne des Plaines,
Insolvent debtor ;

and
Ephrem Taillefer,
Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the debtor, Joseph Forcier, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Sainte Scholastique, on the twenty ninth of November, 1902.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary S. C.
Sainte Scholastique, 1st December, 1902. 4050

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In re Allard & Allard, confectioners, of Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on 19th November, 1902, by an order of the court, I have been appointed curator to the property of said insolvents.

Sworn claims must be filed with me, within 30 days from this notice.

A. FAUCHER,
Curator.
Office : 119, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 20th November, 1902. 4074

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In re F. X. S. Lelièvre, merchant, of Quebec,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 15th December, 1902, after which date this dividend will be payable at my office, 119, Saint Peter street, Quebec.

A. FAUCHER,
Curator.
Quebec, 29th November, 1902. 4076

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*
In re Authier Bros., "Rosamande Robichon",
Saint Henri, Insolvents.

Notice is given that we have prepared a first dividend sheet, which will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the twenty second day of December, 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.
2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 4th December, 1902. 4088

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. Laudes & Co.,
Insolvents ;

and
Wm. Renaud,
Curator.
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at my offices from the 19th of December instant.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.
WM. RENAUD,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 décembre 1902.

4091

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.
WM. RENAUD,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 3rd December, 1902.

4092

Règles de Cour

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }
No 419.

Le premier jour de décembre 1902.

Devant l'honorable M. le juge Lemieux.
James Simpson Mitchell, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand et commerçant, y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de J. S. Mitchell & Co.,
Demandeur ;

vs.

John A. Greenleaf et R. L. Doring, tous deux de Lewiston, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, entrepreneurs et constructeurs, faisant ci-devant affaires comme tels en société sous le nom de Greenleaf & Doring, à Windsor Mills, dans le canton de Windsor, dans le dit district de Saint-François.
Défendeurs.

Ayant vu et examiné les requête et affidavit du demandeur et voyant par les présentes que les défendeurs sont commerçants, ont cessé leurs paiements et ont abandonnés et laissés la province de Québec.

Nous ordonnons qu'une assemblée des créanciers des défendeurs aura lieu au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le treizième jour de décembre courant, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur et inspecteurs des dits biens et sur toutes affaires qui pourront être légalement soumises.

L'avis de l'heure et de l'endroit de l'assemblée devra être publié dans le "Sherbrooke Daily Record," le "Sherbrooke Examiner," "Le Progrès de l'Est" et le "Richmond Guardian," et dans la "Gazette Officielle de Québec," et les créanciers dont les noms sont connus seront spécialement notifiés par lettre enregistrée, et nous nommons par les présentes, James S. Mitchell (le demandeur en cette cause), gardien provisoire des biens et effets des défendeurs.

F. X. LEMIEUX,
J. S. C.

Vraie copie,
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs du gardien provisoire, J. S. Mitchell.
4043

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour de Circuit.
No 6085.

Jeudi, le 20 novembre 1902.

Présent : L'hon. Chs C. de Lorimier, J. C. S.
Joseph Henri Renaud, marchand, de la ville et du district de Joliette,
Demandeur ;

vs.

Napoléon Plouffe, commerçant, de la paroisse de Saint-Justin, dans le district des Trois-Rivières,
Défendeur.

Vu l'opposition produite en cette cause, alléguant la déconfiture du défendeur, et la requête du demandeur, Nous, soussigné, un des juges de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Joliette, et, comme tel, y tenant la cour de circuit, ordonnons que les créanciers du Défendeur soient appelés, par un avis à être publié deux fois en langue anglaise et française, dans la Gazette Officielle de Québec, à produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du dit avis, en la dite

Rules of Court

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Saint Francis. }
No. 419.

The first day of December, 1902.

Before the Honorable Mr. Justice Lemieux.
James Simpson Mitchell, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, merchant and trader, and as such doing business there under the name, style and firm of J. S. Mitchell & Co.,
Plaintiff ;

vs.

John A. Greenleaf and R. L. Doring, both of Lewiston, in the state of Maine, one of the united states of America, contractors and builders, and as such heretofore doing business together in partnership under the name of Greenleaf & Doring, at Windsor Mills, in the township of Windsor, in the said district of Saint Francis,
Defendants.

Having seen and examined the petition and affidavit of the plaintiff, and seeing thereby that the defendants are traders, have ceased their payments and have absconded and left the province of Quebec.

We order that a meeting of defendants' creditors do assemble at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the thirteenth day of December instant, at the hour of ten of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors to said estate and upon all matters which may be legally submitted.

The notice of the time and place of the meeting to be inserted in the "Sherbrooke Daily Record," the "Sherbrooke Examiner," "Le Progrès de l'Est," the "Richmond Guardian" and the "Quebec Official Gazette," and the creditors whose names are known to be specially notified by registered letter, and we hereby appoint James S. Mitchell (the plaintiff in this cause), provisional guardian to the estate and effects of defendants.

F. X. LEMIEUX,
J. S. C.

A true copy,
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorney for provisional guardian, J. S. Mitchell.
4044

Province of Quebec, }
District of Joliette. } Circuit Court.
No. 6085.

Thursday, the 20th of November, 1902.

Present : the Hon. Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
Joseph Henri Renaud, merchant, of the town and district of Joliette,
Plaintiff ;

vs.

Napoleon Plouffe, trader, of the parish of Saint Justin, in the district of Three Rivers,
Defendant.

Seeing the opposition filed in this cause, alleging the discomfiture of the defendant, and the motion of the plaintiff, We, the undersigned, one of the judges of the superior court, sitting in and for the district of Joliette, and, as such, holding the circuit court there, order that the creditors of the defendant be called on, by a notice to be published twice, in the english and french languages, in the Quebec Official Gazette, to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the said

Gazette Officielle, conformément à l'article 673 du code de procédure civile.

(Signé), CHS C. DE LORIMIER, J. C. S.

Vraie copie,
McCONVILLE & DUCHARME,
Greffier C. C. 3955.2

notice, in the said *Official Gazette*, pursuant to article 673 of the code of civil procedure.

(Signed), CHS. C. DE LORIMIER, J. S. C.

True copy,
McCONVILLE & DUCHARME,
Clerk C. C. 3956

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **JAMES REED**, Deman-
No 108. } deur ; contre **LOUIS**
LAVERGNE, en sa qualité de curateur à la succe-
sion vacante de feu John Alexander McVitty,
Défendeur.

Un immeuble situé dans le cinquième rang du canton de Leeds, étant les six-septièmes indivis du lot cadastral numéro sept A, dans le dit cinquième rang du canton de Leeds, lequel dit numéro sept A contient environ cent acres de terre on superficie, plus ou moins—avec les six-septièmes indivis de toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le **ONZIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Sherif.
Arthabaskaville, 5 novembre 1902. 3739.3
[Première publication, 8 novembre 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **JAMES REED**, Plaintiff ;
No. 108. } against **LOUIS LAVER-**
GNE, in his capacity of curator appointed to the vacant estate of the late John Alexander McVitty, Defendant.

A piece of land lying in the fifth range of the township of Leeds, being the undivided six-sevenths of cadastral lot number seven A, in the said fifth range of the township of Leeds, which said number seven A contains about one hundred acres in superficies, more or less—with the undivided six-sevenths of all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the **ELEVENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sherif.
Arthabaskaville, 5th November, 1902. 3740
[First published, 8th November, 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } **HIRAM ADAMS**,
District de Beauharnois. } Demandeur ; vs.
No 584. } **LOUIS PREGENT**,
Défendeur, et Seers & Laurendeau, avocats dis-
trayant.

Comme appartenant à Hiram Adams, le demandeur :

Un lot de terre sis et situé dans le premier rang de Russelltown, dans le township de Franklin, dans le comté de Huntingdon, connu et désigné sur le plan et le livre de renvoi officiels du dit township de Franklin, sous le numéro neuf A (9 A)—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine Abbée, **MER CREDI**, le **SEPTIEME** jour de **JANVIER** prochain (1903), à **UNE** heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 3 décembre 1902. 4079
[Première publication, 6 décembre 1902.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Québec, } **HIRAM ADAMS**,
District of Beauharnois. } Plaintiff ; vs.
No. 584. } **LOUIS PREGENT**,
Defendant, and Seers & Laurendeau, advocates, distracting.

As belonging to Hiram Adams, the plaintiff :

A lot of land being and situate in the first range of Russelltown, in the township of Franklin, in the county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Franklin, as number nine A (9 A)—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine Abbée, on **WEDNESDAY**, the **SEVENTH** day of **JANUARY** next (1903), at **ONE** of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sherif.
Beauharnois, 3rd December, 1902. 4080
[First published, 6th December, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME DELIMA BOILEAU**, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Landry, de la dite cité de Montréal, peintre, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre les terres et tenements de Thomas Landry, du même lieu, peintre, Défendeur.

Un lot de terre—avec circonstances et dépendances, situé dans la municipalité du village de Saint-Joseph de Bordeaux, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front par l'avenue Boulogne, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro soixante et quinze, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois cent un.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain (1903), à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 décembre 1902. Shérif. 4053
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LOUIS BOYER**, avocat, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOS. PRUD'HOMME**, de la cité et du district de Montréal, et **LES HERITIERS** de feu Charles Prud'homme, en son vivant du même lieu, Défendeurs conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant à la succession de feu Charles Prud'homme, et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Albert, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent trente-sept (737), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison en bois lambrissée en briques et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain (1903), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 décembre 1902. Shérif. 4069
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MESSIRE JEAN BAPTISTE CHARTIER**, prêtre, curé du Séminaire de Saint-Hyacinthe, de la ville de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Messire Joachim Primeau, Demandeur ; contre les terres et tenements de **NAPOLEON BACHAND**, de la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre située dans la concession nord-est du chemin Chambly, dans la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, district de Montréal—avec circonstances et dépendances, contenant trois arpents de front par vingt-deux arpents de profondeur, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno,

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME DELIMA BOILEAU**, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Thomas Landry, of the said city of Montreal, painter, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THOMAS LANDRY**, of the same place, painter, Defendant.

A lot of land—with circumstances and dependencies, situate in the municipality of the village of Saint Joseph de Bordeaux, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Boulogne avenue, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, as number seventy five, of the official subdivision of lot primitive number three hundred and one.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **JANUARY** next (1903), at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 2nd December, 1902. Sheriff. 4054
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LOUIS BOYER**, advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOS. PRUD'HOMME**, of the city and district of Montreal, and **THE HEIRS** of the late Charles Prud'homme, in his life time of the same place, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging to the estate of the late Charles Prud'homme, and in the possession of the said defendants, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, in the district of Montreal ; bounded in front by Albert street, known and designated as being the lot number seven hundred and thirty seven (737), of the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal—together with a wooden house encased in brick and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **JANUARY** next (1903), at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 3rd December, 1902. Sheriff. 4070
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MESSIRE JEAN BAPTISTE CHARTIER**, priest, curé of the Seminary of Saint Hyacinth, in the town of Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth, in his capacity of testamentary executor of the late Messire Joachim Primeau, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NAPOLEON BACHAND**, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, Defendant.

1. A land situate and being in the north east concession of the Chambly road, in the parish of Saint Bruno, county of Chambly, district of Montreal—together with circumstances and dependencies, containing three arpents in front by twenty two arpents in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference for

sous le numéro cent douze ; bornée en front par le chemin public.

2° Une autre terre située dans le rang des vingt-cinq, dans la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, district de Montréal—avec circonstances et dépendances, étant la moitié sud-ouest de l'immeuble connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro cent un, contenant deux arpents de front par vingt-cinq arpents de profondeur ; bornée en front par le chemin public, en profondeur par la ligne de la concession dite 2e rang des Grands Etangs, d'un côté par le numéro cent deux, des susdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par la moitié nord-est du dit immeuble numéro cent un ; à distraire la partie qui appartient à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1903), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. TAIBAUEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 décembre 1902. 4071
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal

Montréal, à savoir : } **HORMISDAS LA-
No 11373. } POINTE**, marchand,
de Montréal, et y ayant ci-devant fait affaires comme
marchand de bois, sous la raison sociale de H. La-
pointe & Cie., Demandeur ; contre les terres et
tenements de **JOSEPH O. LAROSE**, de Saint-
Louis de Mile End, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante neuf (449), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro onze (11) ; borné en front par la rue Clark avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1903), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 décembre 1902. 4065
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir : } **GEORGE B. BURLAND**,
No 613. } des cité et district de
Montréal, gentilhomme, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOSHUA A. BELL**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, faisant front sur l'avenue Bellevue, dans la dite ville, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme subdivision cent quatre-vingt-quatorze, du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-194), contenant dix mille six cent cinquante-sept pieds (10,657), mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, faisant front sur l'avenue Bellevue, dans la dite ville, composé comme suit :

(a) Re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du lot deux cent quatre-vingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (282-193-1).

the said parish of Saint Bruno, as number one hundred and twelve ; bounded in front by the public road.

2. Another land situate and lying in the range called *des vingt-cinq*, in the parish of Saint Bruno, county of Chambly, district of Montreal—with circumstances and dependencies, being the south west half of the immovable known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Bruno, as number one hundred and one, containing two arpents in front by twenty five arpents in depth ; bounded in front by the public road, in rear by the line of the concession called *2e rang des Grands Etangs*, on one side by number one hundred and two, of the said official plan and book of reference, and on the other side by the north east half of the said immovable number one hundred and one ; reserving that part belonging to the Grand Trunk Railway Company of Canada.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, on the EIGHTH day of JANUARY next (1903), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 3rd December, 1902. 4072
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } **HORMISDAS LAPOINTE**,
No. 11373. } merchant, of Montreal,
and having heretofore done business there as lumber merchant, under the style and firm of H. Lapointe & Cie., Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH O. LAROSE**, of Saint Louis of Mile End, district of Montreal, Defendant.

A lot of land being and situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known and designated as number four hundred and forty nine (449), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of la Côte Saint Louis, as number eleven (11) ; bounded in front by Clarke street,—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JANUARY next (1903), at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 3rd December, 1902. 4066
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } **GEORGE B. BURLAND**,
No. 613. } of the city and district of
Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSHUA A. BELL**, of the town of Westmount, in the district of Montreal, Defendant.

1. A piece of land situated in the town of Westmount, in the district of Montreal, and fronting on Bellevue avenue, in said town, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as subdivision one hundred and ninety four, of lot number two hundred and eighty two (282-194), containing ten thousand six hundred and fifty seven (10,657) feet, english measure, and more or less, without buildings thereon erected.

2. A parcel of land situated in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Bellevue avenue, in said town, composed of the following :

(a) Re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and ninety three (193), of lot two hundred and eighty two (282), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (282-193-1).

(b) La partie sud-est de la subdivision cent quatre-vingt-trois (183), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), (282-183); bornée au sud-est par la re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-1), au nord-est par la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-184), au nord-ouest par la re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-trois (183), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-183-1), et au sud-ouest partie par la subdivision cent soixante et dix-sept (177), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-177), et partie par l'avenue Aberdeen.

(c) Re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-trois (183), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-183-1), des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Le dit morceau formant un terrain contenant onze mille quatre cent trente-neuf pieds (11439), mesure anglaise, plus ou moins, — sans bâtisses dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, faisant front sur l'avenue Bellevue, dans la dite ville, et comprenant :

(a) Re-subdivision deux (2), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-2), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

(b) La partie sud-est de la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184), des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; bornée au sud-est par la re-subdivision deux (2), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-2), au nord-est par la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187), au nord-ouest par la re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184-1), et au sud-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-trois (183), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-183).

(c) Re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184-1), des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

(d) La partie nord-ouest de la dite subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184), des dits plan et livre de renvoi officiels; bornée au sud-est par la dite re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184-1), au nord-est partie par la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187); et partie par la subdivision cent quatre-vingt-six (186), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-186), au nord-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-cinq (185), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-185), et au sud-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-trois (183), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-183). Le dit morceau formant un terrain contenant neuf mille cent cinquante (9,150) pieds, mesure anglaise, plus ou moins — sans bâtisses sus-érigées.

4° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal et faisant front sur l'avenue Bellevue, dans la dite ville, et comprenant :

(a) Re-subdivision trois (3), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-3), des plan et livre de

(b) The south east part of subdivision one hundred and eighty three (183), of said lot number two hundred and eighty two (282), (282-183); bounded to the south east by the re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and ninety three (193), of said lot number two hundred and eighty two (282-193-1), to the north east by subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot two hundred and eighty two (282-184), to the north west by re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty three (183), of said lot two hundred and eighty two (282-183-1), and to the south west partly by subdivision one hundred and seventy seven (177), of said lot two hundred and eighty two (282-177), and partly by Aberdeen avenue.

(c) Re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty three (183), of said lot number two hundred and eighty two (282-183-1), of said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. The said parcel forming one block of land containing eleven thousand four hundred and thirty nine feet (11439), english measure, and more or less—without buildings thereon erected.

3. A parcel of land situated in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Bellevue avenue, in said town, and comprising :

(a) Re-subdivision two (2), of subdivision one hundred and ninety three (193), of lot number two hundred and eighty two (282-193-2), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

(b) The south east portion of subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184), on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded to the south east by re-subdivision two (2), of subdivision one hundred and ninety three (193), of said lot number two hundred and eighty two (282-193-2), to the north east by subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187), to the north west by re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184-1), and to the south west by subdivision one hundred and eighty three (183), of said lot number two hundred and eighty two (282-183).

(c) Re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184-1), of said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

(d) The northwestern portion of said subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184), on said official plan and book of reference; bounded to the south east by said re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184-1), to the north east partly by subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187), and partly by subdivision one hundred and eighty six (186), of said lot number two hundred and eighty two (282-186), to the north west by subdivision one hundred and eighty five (185), of said lot number two hundred and eighty two (282-185), and to the south west by subdivision one hundred and eighty three (183), of said lot number two hundred and eighty two (282-183). The said parcel forming one block of land, containing nine thousand one hundred and fifty (9,150) feet, english measure, and more or less—without buildings thereon erected.

4. A parcel of land situated in the town of Westmount, in the district of Montreal, and fronting on Bellevue avenue, in said town, and comprising :

(a) Re-subdivision three (3), of subdivision one hundred and ninety three (193), of lot number two hundred and eighty two (282-193-3), on the official

renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

(b) La partie sud-est de la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187); bornée au sud-est par la re-subdivision trois (3), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-3), au nord-est par la subdivision cent quatre-vingt-huit (188), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-188), au nord-ouest par la re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187-1), et au sud-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184).

(c) Re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-187-1), des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

(d) La partie nord-ouest de la dite subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187); bornée au sud-est par la dite re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-187-1), au nord-est par la subdivision cent quatre-vingt-huit (188), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-188), au nord-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-six (186), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-186), et au sud-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-quatre (184), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-184). Le dit morceau formant un terrain et contenant huit mille soixante et trois (8063) pieds, mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisses dessus érigées.

5° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, faisant front sur l'avenue Bellevue, dans la dite ville et comprenant :

(a) Re-subdivision (4), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-4), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

(b) La partie sud-est de la subdivision cent quatre-vingt-huit (188), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-188); bornée au sud-est par la re-subdivision quatre (4), de la subdivision cent quatre-vingt-treize (193), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-193-4), au nord-est par la subdivision cent quatre-vingt-douze (192), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-192), au nord-ouest par la re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-huit (188), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-188-1), au sud-ouest par la subdivision cent quatre-vingt-sept (187), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-187).

(c) Re-subdivision une (1), de la subdivision cent quatre-vingt-huit (188), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282-188-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Le dit morceau formant un terrain et contenant six mille sept cent vingt-six (6726) pieds, mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1903), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif.

Montréal, 3 décembre 1902.

[Première publication, 6 décembre 1902.]

Shérif.
4063

plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

(b) The south-eastern part of subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187); bounded to the south east by re-subdivision three (3), of subdivision one hundred and ninety-three (193), of said lot number two hundred and eighty two (282-193-3), to the north east by subdivision one hundred and eighty eight (188), of said lot number two hundred and eighty two (282-188), to the north west by re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187-1), and to the south west by subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184).

(c) Re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot two hundred and eighty two (282-187-1), on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

(d) The north-western portion of said subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187); bounded on the south east by said re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty-seven (187), of said lot number two hundred and eighty two (282-187-1), to the north east by subdivision one hundred and eighty eight (188), of the said lot, number two hundred and eighty two (282-188), to the north west by subdivision one hundred and eighty six (186), of the said lot number two hundred and eighty two (282-186), and to the south west by subdivision one hundred and eighty four (184), of said lot number two hundred and eighty two (282-184). The said parcel forming one block of land and containing eight thousand and sixty three (8063) feet, english measure, and more or less—without buildings thereon erected.

5. A parcel of land situated in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Bellevue avenue, in said town, and comprising :

(a) Re-subdivision (4), of subdivision one hundred and ninety three (193), of lot number two hundred and eighty two (282-193-4), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

(b) The south east portion of subdivision one hundred and eighty eight (188), of said lot two hundred and eighty two (282-188), bounded to the south east by re-subdivision four (4), of subdivision one hundred and ninety three (193), of said lot number two hundred and eighty two (282-193-4), to the north east by subdivision one hundred and ninety two (192), of said lot number two hundred and eighty two (282-192), to the north west by re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty eight (188), of said lot number two hundred and eighty two (282-188-1), to the south west by subdivision one hundred and eighty seven (187), of said lot two hundred and eighty two (282-187).

(c) Re-subdivision one (1), of subdivision one hundred and eighty eight (188), of said lot two hundred and eighty two (282-188-1), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. The said parcel forming one block of land and containing six thousand seven hundred and twenty six (6726) feet, english measure, and more or less—without buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JANUARY next (1903), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 3rd December, 1902.

[First publication, 6th December, 1902.]

Sheriff.
4064

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LOAN**
No 985. } **COMPANY OF CANA-**

DA, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires, pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de GEORGE THOMAS WHITE, des cité et district de Montréal, charretier, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans les cité et district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille cinquante-sept (3057) ; borné en front par la rue Saint-Henri, maintenant rue Soulanges, d'un côté par Michael Leahy, de l'autre côté par les représentants de Isaïe Turgeon, et en arrière par les représentants de Thomas Gough, contenant cinquante (50) pieds de front sur cent onze (111) pieds de profondeur, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 décembre 1902. 4067
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME FRANCES**
No 3023. } **SARAH LEEMING,**

épouse de Henry Wilkes Walker, des cité et district de Montréal, auditeur de la compagnie de chemin de fer Grand Tronc du Canada, et le dit Henry Wilkes Walker, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, et HENRY BIRKS, de la dite cité de Montréal, bijoutier, tous deux agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, et codicille de feu Dame Sarah Coates, décédée, en son vivant de la dite cité de Montréal, veuve de feu John Leeming, écuyer, décédé, Demandeurs ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, la propriété de CHARLES CUSHING, des cité et district de Montréal, notaire public, maintenant entre les mains de Louis Saint-Jean, écuyer, de la dite cité de Montréal, curateur dûment nommé au délaissement fait en cette cause par le dit défendeur.

Ce lot de terre sis et situé sur la rue Plessis, ci-devant rue Durham, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, sous le numéro trois cent quarante-huit (348)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 novembre 1902. 3817.2
[Première publication, 15 novembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH ALFRED CHA-**
No 66. } **BOT ; contre PHILEAS**
BEAUBIEN, à savoir :

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN COM-**
No 985. } **PANY OF CANADA, a**

corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of business, for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEORGE THOMAS WHITE, of the city and district of Montreal, carter, Defendant.

That certain piece or parcel of land situated in Saint Gabriel ward, in the city and district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand and fifty seven (3057) ; bounded in front by Saint Henry street, now Soulanges street, on one side by Michael Leahy, on the other side by the representatives of Isaïe Turgeon, and in the rear by the representatives of Thomas Gough, containing fifty (50) feet in front by one hundred and eleven (111) feet in depth, english measure, more or less—with all the buildings thereon erected, and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 3rd December, 1902. 4068
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME FRANCES SARAH**
No 3023. } **LEEMING, wife of Henry**

Wilkes Walker, of the city and district of Montreal, auditor of the Grand Trunk Railway Company of Canada, and the said Henry Wilkes Walker to authorize and assist his said wife, and HENRY BIRKS, of the said city of Montreal, jeweller, both herein acting in their capacity of executors of the last will and testament and codicil thereto of the late Dame Sarah Coates, deceased, in her lifetime of the said city of Montreal, widow of the late John Leeming, esquire, deceased, Plaintiffs ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, the property of CHARLES CUSHING, of the city and district of Montreal, notary public, now in the hands of Louis Saint-Jean, esquire, of the said city of Montreal, curator duly appointed to the *délaissement* made in this cause by the said defendant.

That certain lot of land situate, lying and being on Plessis street, heretofore Durham street, in the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, by the number three hundred and forty eight (348)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11th November, 1902. 3818
[First published, 15th November, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **JOSEPH ALFRED CHA-**
No 66. } **BOT ; against PHILEAS**
BEAUBIEN, to wit :

Le lot No 1375 (mil trois cent soixante-quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Chateauguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$6.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 4 décembre 1902. Shérif. 4081
[Première publication, 6 décembre 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No. 2389. } vs. WILLIAM HEBERT,
à savoir :

Le lot No. 1134 (mil cent trente-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Charest—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$3.00, payable à la communauté des religieuses de l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 4 décembre 1902. Shérif. 4083
[Première publication, 6 décembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par e présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—Rimouski.

No. 2777. } DAME HORTENSE HUDON
DIT BEAULIEU, Demande-
resse ; contre DAMASE LAPOINTE, Défendeur,
savoir :

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Simon, étant les numéros 146 et 147, du cadastre officiel de la dite paroisse—avec bâtisses, tannerie en sus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le SEIZIEME jour de DECEMBRE 1902, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif. Rimouski, 12 novembre 1902. Shérif. 3833.2
[Première publication, 15 novembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } HENRI SIMARD, de la pa-
No 1362. } roisse de la Malbaie, cu-
rateur dûment autorisé en vertu de l'article 879

Lot No. 1375 (one thousand three hundred and seventy five), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Chateauguay street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted rent of \$6.00, payable to the Hotel-Dieu de Québec, on the 29th June.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's Office, Québec, 4th December, 1902. Sheriff. 4082
[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2389. } vs. WILLIAM HEBERT,
to wit :

Lot No. 1134 (one thousand one hundred and thirty four), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Charest street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$3.00, payable to the community of the Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Québec, 4th December, 1902. Sheriff. 4084
[First published, 6th December, 1902.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Rimouski.

No. 2777. } DAME HORTENSE HUDON
DIT BEAULIEU, Plaintiff ;
against DAMASE LAPOINTE, Defendant, to wit :

A lot situate and being in the parish of Saint Simon, being the numbers 146 and 147, of the official cadastre of the said parish—with buildings, tannery thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon, on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1902, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Rimouski, 12th November, 1902. Sheriff. 3834
[First published, 15th November, 1902.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } HENRI SIMARD, of the
No. 1362. } parish of Malbaie, curator
duly authorized in virtue of article 879 of the code

du code de procédure Civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de WILLIAM BERGERON de la Malbaie susdite, et de THEODULE BOUCHARD, de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, Faillis ; et THOMAS LOUIS BERGERON, du dit lieu de la Malbaie, Requé-rant, à savoir :

Comme appartenant à Théodule Bouchard, l'un des faillis.

1° La moitié indivise d'une partie de lot numéro cent quatre-vingt-trois (183), du cadastre officiel de la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier dans le premier rang de la dite partie, mesurant au total un arpent, quatre perches, dix pieds et dix pouces sur environ cinq arpents de profondeur ; bornant vers le sud-est par la haute mer, vers le nord-ouest par la Rivière du Sot, qui traverse le terrain, vers le nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), vers le sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-six (186)—avec la moitié indivise du moulin à scie, des accessoires et dépendances du dit moulin situés sur la dite partie.

2° Un lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-quatre (184), du même cadastre, et sur lequel se trouve érigé un moulin à farine—avec ses accessoires et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du shérif,
Malbaie, 11 novembre 1902.

Shérif.
3837.2

[Première publication, 15 novembre 1902.]

of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of WILLIAM BERGERON, of Malbaie aforesaid, and of THEODULE BOUCHARD, of la Petite Rivière Saint François Xavier, Insolvents ; and THOMAS LOUIS BERGERON, of the said place Malbaie, petitioner, to wit :

As belonging to Théodule Bouchard, one of the insolvents :

1. The undivided half of a part of a lot number one hundred and eighty three (183), of the official cadastre of the parish of la Petite Rivière Saint François Xavier, in the first range, the said part measuring in all one arpent and four perches, ten feet and ten inches, by about five arpents in depth ; bounded on the south east by the high tide, on the north west by the river du Sot, which crosses the lot, on the north east by lot number one hundred and eighty two (182), on the south west by lot number one hundred and eighty six (186)—with the undivided half of the saw mill and of the accessories and dependencies of the said mill situate on the said part.

2. A lot of land bearing the number one hundred and eighty four (184), of the same cadastre, and on which is erected a grist mill—with its accessories and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of La Petite Rivière Saint François Xavier, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Sait writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 11th November, 1902.

Sheriff.
3838

[First published, 15th November, 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **EDOUARD HEON,**
No 483. } Demandeur ; vs.

EUGÈNE BELLEFEUILLE, Défendeur, et André Bellefeuille, Tiers-Saisi.

Comme appartenant au dit défendeur, Eugène Bellefeuille :

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le septième rang de l'augmentation du canton de Bulstrode, étant la moitié ouest du lot de terre numéro un, du dit rang, de quatre arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, icelle moitié de lot maintenant connue et désignée comme étant la moitié ouest du lot cent cinquante-neuf (159), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Eulalie.

2° Une autre terre située en la même paroisse, étant le deuxième quart ouest du lot de terre numéro deux, du même rang contenant deux arpents et quart de front sur vingt-huit arpents de profondeur, icelle terre maintenant connue comme étant le deuxième quart ouest du lot de terre numéro cent soixante (160), du susdit cadastre pour la paroisse de Sainte-Eulalie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 26 novembre 1902.

Shérif.
4033

[Première publication, 6 décembre 1902.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **EDOUARD HEON,**
No. 483. } Plaintiff ; vs.

EUGÈNE BELLEFEUILLE, Defendant, and André Bellefeuille, Garnishee.

As belonging to the said defendant, Eugène Bellefeuille :

1. A land situate in the parish of Sainte Eulalie, in the seventh range of the gore of the township of Bulstrode, being the west half of the lot of land number one, of the said range, of four arpents and a half in front by twenty eight arpents in depth, more or less, said half lot now known and described as being the west half of lot number one hundred and fifty nine (159), of the cadastre of the county of Nicolet for the said parish of Sainte Eulalie.

2. Another land situate in the same parish, being the second west quarter of the lot of land number two, of the same range, containing two arpents and a quarter in front by twenty eight arpents in depth, said land now known as being the second west quarter of the lot of land number one hundred and sixty (160), of the said cadastre for the parish of Sainte Eulalie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Eulalie, on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 26th November, 1902.

Sheriff.
4034

[First published, 6th December, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE NOLASQUE**
 No 151. } **CHAILLEZ, D**
 mandeur ; contre **LES HERITIERS** de feu
 Edwidge Germain, Défendeurs.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, du côté est de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numéro sept cents (700), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas, comprenant aussi celle de Saint-Adelphe—avec une grange dessus érigée.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies, du côté est de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numéro six cent quatre-vingt-six (686), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies—avec une maison, une grange et une étable dessus érigées.

Pour être vendu, le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 12 novembre 1902. 3835.2
 [Première publication, 15 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **PIERRE NOLASQUE**
 No. 151. } **CHAILLEZ, Plain-**
 tiff ; against **THE HEIRS** of the late Edwidge
 Germain, Defendants.

1. A land situate in the parish of Saint Adelphe, on the east side of the river Batiscan, known and described as number seven hundred (700), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, comprising that of Saint Adelphe—with a barn thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies, on the east side of the river Batiscan, known and described as number six hundred and eighty-six (686), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies—with a house, a barn and stable thereon erected.

To be sold, lot number one, at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and lot number two, at the church door of the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
 Three Rivers, 12th November, 1902. 3836
 [First published, 15th November, 1902.]

Avis du Gouvernement**DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.****AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, et 59 Victoria, ch. 21, le sousigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Matane, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la mission de Saint-Edmond-du-Lac-aux-Saumons."

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 5 décembre 1902. 4113

Demande à la Législature

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte au sujet des déqualifications de la charge de maire et conseiller, et pour augmenter les pouvoirs de la cité quant à l'acquisition, la construction et l'opération du pouvoir et éclairage électriques.

BROWN & MACDONALD,

Soliciteurs de la cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 4 décembre 1902. 4109

Government Notice**DEPARTMENT OF AGRICULTURE.****PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Victoria, ch. 21, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Matane, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the mission of Saint Edmond du Lac aux Saumons."

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 5th December, 1902. 4114

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that, at the next session of the legislature of the province of Quebec, the corporation of the city of Sherbrooke will make application for amendments to its charter as regards the disqualifications for the office of mayor and councillor, and to enlarge the powers of the city as to the acquisition, construction and operation of electric power and light works.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for the city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 4th December, 1902. 4110

Avis Divers

Avis judiciaire aux porteurs de police et aux créanciers de "The Covenant Mutual Life Association of Illinois."

Avis est par le présent donné que j'ai déposé ce jour, au bureau central de la Haute Cour de Justice pour Ontario, à Osgoode Hall, dans la cité de Toronto, le rapport final de Neil McLean, écuyer, arbitre officiel.

ADDISON HENRY HOOVER,
Liquidateur.

Temple Building, Toronto.

Daté ce 25e jour de novembre 1902. 4111

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu dans les bureaux de la compagnie, 185, rue Saint-Jacques, Montréal, le 22e jour de décembre courant 1902, à midi, dans le but d'autoriser les directeurs à émettre tous les bons ou débentures ou partie d'iceux que la compagnie est autorisée à émettre en vertu de son acte d'incorporation et ses amendements, et la garantie d'iceux par l'exécution d'un acte d'hypothèque aux fidéi commissaires sur toute la propriété, actif, rentes et revenus de la compagnie, présent ou futur, ou en autant que la dite assemblée peut décider. Aussi dans le but d'autoriser les directeurs à émettre et accorder des actions payées sur le fonds social de la dite compagnie, tel que pourvu dans sa charte, jusqu'à un montant qu'il sera jugé avantageux par la dite assemblée. Aussi dans le but de ratifier et confirmer tous actes de vente, contrats, conventions et obligations passés par la compagnie ayant rapport, aux dites affaires, et dans le but de faire ou autoriser tous tels autres actes qui peuvent être jugés à propos de faire ou autoriser par la dite compagnie.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.

Montréal, 3 décembre 1902.

4107

Miscellaneous Notices

Judicial notice to policy holders and creditors of The Covenant Mutual Life Association of Illinois.

Notice is hereby given that I have this day, filed in the central office of the High Court of Justice for Ontario, at Osgoode Hall, in the city of Toronto, the final report of Neil McLean, esquire, official referee herein.

ADDISON HENRY HOOVER,
Liquidator.

Temple Building, Toronto.

Dated this 25th day of November, 1902. 4112

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of The Chateauguay and Northern Railway Company, will be held at the offices of the company, 185, Saint James street, Montreal, on the 22nd day of December instant, 1902, at the hour of 12.00 o'clock noon, for the purpose of authorising the directors to issue all or part of the bonds or debentures which the company is empowered to issue under its act of incorporation and amendments thereto, and securing the same by the execution of a mortgage deed to trustees upon the whole of the property, assets, rents and revenues of the company, present or future, or so much thereof as the said meeting may decide. Also for the purpose of authorizing the directors to issue and allot paid up shares in the capital stock of the said company, as provided for in its charter, to such an amount as may be deemed expedient by said meeting. Also for the purpose of ratifying and confirming all deeds of sale or purchase, contracts, agreements and obligations entered into by the company in connection with its undertaking, and for the purpose of doing or authorizing all such other acts as may be considered advisable to be done or authorized by the said meeting.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.

Montreal, 3rd December, 1902.

4108

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 49.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots du Sacré-Cœur-de-Jésus à Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, 1978.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1977.

AVIS :—Assemblée générale annuelle :—Québec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Coy, 1991 ; Assemblée générale spéciale des actionnaires de la Cie de chemin de fer Châteauguay et Nord, 2005 ; Aux porteurs de police et aux créanciers de The Covenant Mutual Life Association of Illinois, 2005 ; Ordonnance pour fermeture de la route Clarey Maria, 1979.

AVIS DE CANCELLATION :—Cantons de :—Addington, 1979 ; Jonquière, 1979 ; Kénogami, 1979 ; Kénogami, chemin, 1979 ; Lorranger, 1979 ; Mailloux, 1979 ; Simard, 1979 ; Tremblay, 1979.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL :—Avis aux sujet des :—Sénat et Chambre des Communes, 1980.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1983 ; Conseil législatif, 1982.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Mission de Saint-Edmond du Lac-aux-Saumons, 2005.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Geo. Côté à la pratique de la médecine, 1990 ; Admettre Chs. Girard à la pratique du droit, 1987 ; Amender la charte de la ville de Saint-Louis, 1988 ; Amender charte de la ville de Westmount, 1986 ; Amender la charte de la ville de Fraserville, 1987 ; Autoriser Arthur Wm. Stackhouse à pratiquer l'art dentaire, 1987 ; Autoriser Jos. Patrick Dobbin à pratiquer comme médecin, 1988 ; Cie de chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental, 1988 ; Cie de tramways électriques de Valleyfield, 1988 ; La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie, 1989 ; L'association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducatrices et de charité dans la province de Québec, 1981 ; Montreal Steel Works, 1987 ; Pour autoriser le bureau des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, à emprunter une somme, 1989 ; Pour incorporer en ville le village d'Arthabaskaville, 1990 ; Amender charte de la cité de Sherbrooke, 2005 ; Autoriser Joseph Stern à pratiquer comme chirurgien dentiste, 1986 ; Autoriser J. Alfred Dault à pratiquer la médecine, 1986 ; Montreal Amateur Athletic Association, 1985 ; Union Stock Yards Coy, Limited, 1986.

DEPENSES D'ÉLECTION :—Etat des :—J. O. Mousseau, Soulanges, 1992.

FAILLIS :—Allard vs Allard, 1995 ; Authier Bros, 1995 ; Beaulieu, 1995 ; Forcier, 1995 ; Laudes & Cie, 1995 ; Lelièvre, 1995 ; The Foster Manufacturing Coy, 1994.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—C. Dignard & Cie, 1993 ; The Riverside Cemetery Coy, 1993 ; The Rivière Ouelle Pulp & Lumber Coy, 1994 ; La Cie de Cigares Havana, 1992.

LICITATION :—McCaffrey vs Girard *ès-qual et al*, 1950.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49.

MUNICIPALITY ANNEXED :—Application for :—Several lots of Sacré-Cœur-de-Jésus to Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, 1978.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1977.

NOTICES :—Annual general meeting :—Québec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Coy, 1991 ; Special general meeting of the shareholders of the Châteauguay and Northern Railway, 2005 ; To policy holders and creditors of The Covenant Mutual Life Association of Illinois, 2005 ; Order to close the Clarey road Maria, 1979.

NOTICES OF CANCELLATION :—Townships of :—Addington, 1979 ; Jonquière, 1979 ; Kénogami, 1979 ; Kénogami, road, 1979 ; Lorranger, 1979 ; Mailloux, 1979 ; Simard, 1979 ; Tremblay, 1979.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. :—Notices respecting the :—Senate and House of Commons, 1980.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1983 ; Legislative Council, 1982.

FARMERS CLUB :—Formation of :—Mission of Saint Edmond du Lac-aux-Saumons, 2005.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Geo. Côté to practise as physician, 1990 ; To admit Chs. Girard to the practice at law, 1987 ; To amend charter of the town of Saint Louis, 1988 ; To amend charter, town of Westmount, 1986 ; To amend charter, town of Fraserville, 1987 ; To authorize Arthur Wm. Stackhouse to practise as dentist, 1987 ; To authorize Jos. Patrick Dobbin to practise as physician, 1988 ; The Atlantic, Québec & Occidental Railway Coy, 1988 ; The Valleyfield Electric Railway Coy, 1988 ; La Congrégation des Servantes de Jésus Marie, 1989 ; The Mutual Assurance Association of Bishoptics, Educational and charitable institutions in the civil of province of Québec, 1987 ; Montreal Steel Works, 1987 ; To authorize the board of school commissioners of the city of Sherbrooke, to borrow money, 1989 ; To incorporate as town the village of Arthabaskaville, 1990 ; To amend charter of the city of Sherbrooke, 2005 ; To authorize Joseph Stern to practise as surgeon dentist, 1986 ; To authorize J. Alfred Dault to practise as physician, 1986 ; Montreal Amateur Athletic Association, 1985 ; Union Stock Yards Coy, Limited, 1986.

ELECTION EXPENSES :—Statement of :—J. O. Mousseau, Soulanges, 1992.

INSOLVENTS :—Allard vs Allard, 1995 ; Authier Bros, 1995 ; Beaulieu, 1995 ; Forcier, 1995 ; Laudes & Cie, 1995 ; Lelièvre, 1995 ; The Foster Manufacturing Coy, 1994.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—C. Dignard & Cie, 1993 ; The Riverside Cemetery Coy, 1993 ; The Rivière Ouelle Pulp & Lumber Coy, 1994 ; La Cie de Cigares Havana, 1992.

LICITATION :—McCaffrey vs Girard *ès-qual et al*, 1950.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—
De Ladislav Archambault à Eugène Archambault, 1980.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : Demande d'annexion en :—
—Lot 221 de Saint-Jacques le Mineur à Saint-Cyprien, comté de Napierville, 1978 ; Municipalité de Saint-Bruno au territoire du canton LaBarre, comté du Lac Saint-Jean, 1978.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1977.

RÈGLES DE COUR :—Greenleaf & Doring, 1996 ; Renaud vs Plouffe, 1996.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Cadin vs Roy, 1990 ; Crevier vs Poirier, 1991 ; Gélinas vs Dumoulin, 1991 ; Grégoire vs Bélanger, 1991 ; Grenon vs St. Pierre, 1990 ; Marcil vs Legault, 1991 ; Prigent vs Montreuil, 1990 ; Renaud vs Gauvreau, 1991 ; Robert vs Boissonnault, 1991 ; Rochon vs Vézina, 1991.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Reed vs Lavergne *et al*, 1997.

BEAUHARNOIS :—Adams vs Prigent, 1997.

MONTRÉAL :—Boyer vs Prud'homme *et al*, 1998 ; Burland vs Bell, 1999 ; Chartier *ex-qual* vs Bachand, 1998 ; Dme Boileau vs Landry, 1998 ; Dme Leeming *et al* vs Cushing, 2002 ; Lapointe vs Larose, 1999 ; The Trust Loan Coy of Canada vs White, 2002.

QUÉBEC :—Chabot vs Beaubien, 2002 ; La cité de Québec vs Hébert, 2003.

RIMOUSKI :—Dme Hudon vs Lapointe, 2003.

SAGUENAY :—Bouchard *et al*, faillis, 2003.

TROIS-RIVIÈRES :—Chaillez vs héritiers Germain, 2005 ; Héon vs Bellefeuille, 2004.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Ladislav Archambault to Eugène Archambault, 1980.

SCHOOL MUNICIPALITIES : Application to annex into :—
—Lot 211 of Saint Jacques le Mineur to Saint Cyprien, county of Napierville, 1978 ; Municipality of Saint Bruno to the territory of township LaBarre, county of Lake Saint John, 1978.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1977.

RULES OF COURT :—Greenleaf & Doring, 1996 ; Renaud vs Plouffe, 1996.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Cadin vs Roy, 1990 ; Crevier vs Poirier, 1991 ; Gélinas vs Dumoulin, 1991 ; Grégoire vs Bélanger, 1991 ; Grenon vs St. Pierre, 1990 ; Marcil vs Legault, 1991 ; Prigent vs Montreuil, 1990 ; Renaud vs Gauvreau, 1991 ; Robert vs Boissonnault, 1991 ; Rochon vs Vézina, 1991.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :—Reed vs Lavergne *et al*, 1997.

BEAUHARNOIS :—Adams vs Prigent, 1997.

MONTREAL :—Boyer vs Prud'homme *et al*, 1998 ; Burland vs Bell, 1999 ; Chartier *ex-qual* vs Bachand, 1998 ; Dme Boileau vs Landry, 1998 ; Dme Leeming *et al* vs Cushing, 2002 ; Lapointe vs Larose, 1999 ; The Trust Loan Coy of Canada vs White, 2002.

QUEBEC :—Chabot vs Beaubien, 2002 ; The city of Quebec vs Hébert, 2003.

RIMOUSKI :—Dme Hudon vs Lapointe, 2003.

SAGUENAY :—Bouchard *et al*, insolvents, 2003.

THREE RIVERS :—Chaillez vs Heirs Germain, 2005 ; Héon vs Bellefeuille, 2004.